

ARRETE
concernant la circulation routière



(Du 15 novembre 1993)

Publication dans la
Feuille Officielle cantonale
le 01.12.93... Page 1354⁰⁻⁹³

LE CONSEIL COMMUNAL
DE LA
VILLE DE NEUCHATEL

Vu la requête du propriétaire du 16 septembre 1993;

Vu la loi fédérale sur la circulation routière, du 19 décembre 1958;

Vu l'ordonnance sur la signalisation routière, du 5 septembre 1979;

Vu la loi cantonale d'introduction des prescriptions fédérales sur la circulation routière du 1er octobre 1968 et son arrêté d'exécution du 4 mars 1969;

a r r ê t e :

Article premier, - Il est interdit de circuler dans les deux sens sur l'article privé no. 8936 du cadastre de la commune de Neuchâtel, propriété de M. Rémy Rolland-Pizzera, représenté par la gérance immobilière Fidimmobil S.A. à Neuchâtel, (signal no. 2.01 O.S.R., placé au sud-ouest du bâtiment portant le no. 4 et au sud-est du bâtiment portant le no. 10 de la rue Marie-de-Nemours, plus plaque complémentaire "Privé - excepté locataires des garages et des cases")

Art. 2, - Il est interdit de parquer des véhicules sur l'article privé no. 8936 du cadastre de la commune de Neuchâtel, même propriétaire, (signal no. 2.50 O.S.R. placé au sud du bâtiment portant les nos 6 et 8 de la rue Marie-de-Nemours, ligne interdisant le parcage no. 6.22 O.S.R. et case interdite au parcage no. 6.23 O.S.R., plus plaque complémentaire "Privé - excepté locataires des cases").

ARRETE concernant la circulation routière

Art. 3.,- Les contrevenants au présent arrêté seront punis conformément à la législation fédérale ou cantonale.

Neuchâtel, le 15 novembre 1993



AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :
Le président, Le chancelier,

Jean-Pierre Authier *Valentin Borghini*

Jean-Pierre Authier Valentin Borghini

Décision : approuvé ce jour

Neuchâtel le, 22 novembre 1993

Service des ponts et chaussées :
L'ingénieur cantonal

Jean-Jacques de Montmollin

Jean-Jacques de Montmollin

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les 20 jours dès la publication dans la Feuille officielle cantonale et en deux exemplaires auprès du département de la gestion du territoire, Le Château, Neuchâtel.

Le recours doit être signé et indiquer la décision attaquée, les motifs, les conclusions et les moyens de preuve éventuels.

En cas de rejet même partiel du recours, des frais de procédure sont généralement mis à la charge de son auteur.